

Thériault : Il est très juste de dire que lorsqu'on n'a pas de pouvoir, il faut avoir des idées. C'est, en fait, ce qui explique l'influence disproportionnée qu'ont toujours exercé certains petits pays. Mais pour promouvoir ces idées, comme vous le suggérez, il faut être respecté; or, la façon désastreuse dont nos responsables politiques ont géré notre économie plus les erreurs de gestion récentes dans notre politique de défense ont réellement nui à notre crédibilité dans le monde occidental.

Morton : J'ai mis mon épingle du NPD aujourd'hui pour qu'on ne m'accuse pas de défendre le gouvernement actuel. Je ne le défendrai d'ailleurs pas. Mais je dois dire qu'en réfléchissant à tout ce que vous venez de dire sur le désastre que nous connaissons, je n'arrêtais pas de penser à 1945, alors que l'homme qui se trouvait à la tête du gouvernement était un certain William Lyon MacKenzie King, dont on s'accordait à dire qu'il était épouvantable, peu imaginaire, horrible et qu'il étouffait toute bonne idée qui passait à sa portée. Aujourd'hui, on considère qu'il se défendait assez bien comme premier ministre.

En 1945, nous jouissions du respect nécessaire pour appuyer les idées sans aucun doute nées dans l'esprit d'une poignée de brillants fonctionnaires des Affaires extérieures, des hommes qui, pour beaucoup, sortaient des universités et étaient surchargés de travail, incroyablement surchargés de travail selon les normes actuelles. Il se trouve aussi que nous étions fortement endettés, mais personne ne semblait tant s'en soucier. Le monde était également en mutation, mais pour une grande partie de ce monde, il fallait repartir de zéro. Je veux juste vous rappeler que les dirigeants ont toujours l'air mauvais sur le moment, mais qu'ils ne le paraissent plus autant avec le recul du temps.

Thériault : Est-ce que je peux juste dire quelques mots à propos de la «souveraineté»? Les Canadiens ne cessent d'employer ce terme, automatiquement, par une sorte de réflexe lourd de sentiments. Je ne me rappelle pas avoir entendu un seul de mes collègues à l'Alliance parler de souveraineté au sujet de la Belgique, des Pays-Bas ou de la Norvège... À mon sens, la souveraineté fait partie intégrante de l'État et, à moins qu'on cherche à s'accaparer une part de votre territoire ou de vos eaux, il n'y a pas de problème de souveraineté.

Stairs : Si vous voulez partir du principe que la raison d'être de notre marine n'est pas de battre d'autres marines, alors à quoi sert-elle? La réponse est la suivante : nous avons des régimes législatifs pour réglementer les pêches, la pollution, la navigation maritime, l'immigration, etc.

Nous n'avons pas vraiment besoin d'un très gros navire, mais en janvier, dans l'Atlantique Nord, on se fait drôlement secouer par les vents. Ce qui signifie qu'il faut un navire assez grand pour affronter les gros temps et qu'il faut que ce soit un navire national. Ce qui veut dire qu'il doit être gris ou rouge, avec une bande blanche, qu'il doit battre pavillon canadien et qu'il peut avoir une mitrailleuse montée sur le pont avant. Non pas que l'on puisse faire grand mal à quiconque avec une mitrailleuse, mais si quelqu'un a envie de se montrer déplaisant autant qu'il sache qu'il s'attaque à un navire d'une marine nationale.

Morton : Je pense que le terme de souveraineté dérange la rationalité canadienne, car on dit sou-



*Quand
on n'a pas de
pouvoir, et nous
n'en avons guère, il faut
avoir des idées.*

vent que nous ne faisons que défendre les États-Unis et qu'ils n'ont qu'à se débrouiller seuls. Ils sont plus riches que nous et la défense est plus leur obsession pour la nôtre. Nous pourrions économiser 11 milliards de dollars. La réponse, évidemment, est qu'ils pourraient venir et rester. Ils pourraient ne pas retourner chez eux une fois leur intervention terminée. Par conséquent, nous devons, pour des raisons de souveraineté, hisser notre drapeau et ce sont donc nos sous-marins, aux côtés des leurs ou à leur place, qui doivent patrouiller dans le Nord, comme l'a répondu M. Clark aux détracteurs de tous bords. Les critiques sont sans doute fondées en l'espèce, mais je pense que la souveraineté justifie, comme de tous temps, l'existence de forces armées canadiennes et de politiques de défense canadiennes.

Hill : Pensez-vous que le Canada devrait peut-être retirer toutes ses forces [d'Europe] dans les dix prochaines années, ou qu'il devrait y conserver une présence pour des raisons qui lui sont propres, quelles qu'elles soient?

Stairs : S'il est possible de les y conserver sans compromettre gravement nos autres objectifs et sans décevoir des gens avec qui nous essayons d'entretenir des relations diplomatiques étroites, pourquoi pas. Autrement, c'est un gaspillage d'argent. Si nous voulons maintenir en Europe le type de présence qu'à mon avis, nous voulons vraiment y maintenir, nous nous y prenons mal. La vérité, c'est que nous ne faisons rien des choses élémentaires et indispensables dans une société si l'on entend soutenir sérieusement une stratégie fondée sur le multilatéralisme. Combien de Canadiens et Canadiennes parlent un tant soit peu allemand? Si j'étais à la place du gouvernement fédéral et que je tienne absolument à une présence canadienne en Europe, je financerais des programmes d'études linguistiques. Je parle d'essayer sincèrement de former des cadres canadiens capables de travailler dans le service extérieur, dans l'industrie, la presse et divers autres secteurs dans lesquels il est intéressant de se ménager des entrées.

Thériault : Une question intéressante a été soulevée au début de notre discussion en ce qui concerne le «comment». L'armée est tellement institutionnelle dans son attitude que c'est une tendance qu'il faut vraiment enrayer. Je pense qu'à certains égards, nous avons adopté les pires caractéristiques de la tradition militaire britannique, mais que sa force nous a échappé.

Par exemple, ce n'est que maintenant que nous consacrons des ressources importantes à une entière nouvelle génération de moyens navals. Du point de vue technique, cette nouvelle génération optimise la guerre anti-sous-marine et les voies de communication maritimes. À mon avis, cependant, la stratégie de défense de l'Atlantique, dans sa conception, est largement dépassée en raison des événements. L'idée d'une longue guerre soutenue qui réclame le pont transatlantique de la Deuxième Guerre mondiale est très difficile à défendre en logique pure et c'est pourtant sur elle que reposent certains de nos derniers programmes de défense. Il nous faut nous concentrer beaucoup plus sur des concepts très sensés qui devraient être le point de départ de nos préparatifs de défense futurs, ce qui m'amène à penser qu'il faudrait y réfléchir *hors* du ministère de la Défense, si nous voulons obtenir des réponses plus objectives. Pour moi, le Livre blanc de 1987 a malheureusement démontré de manière très éclatante que le ministère a beaucoup de mal à s'attaquer à ses problèmes. □